

La crise sécuritaire au Sahel atteint la Côte d'Ivoire

Florian Karner

Des djihadistes présumés ont attaqué la base militaire ivoirienne de Kafolo dans le nord-est du pays, dans la nuit du 10 au 11 juin 2020. Cette attaque près de la frontière ivoiro-burkinabé a fait 11 morts et 2 blessés dans les rangs de l'armée de Côte d'Ivoire. La présence de groupes terroristes dans la zone frontalière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire est connue depuis un certain temps. Cependant, il s'agit de la première attaque terroriste sur le territoire ivoirien depuis l'attentat de Grand-Bassam en 2016. Cette dégradation de la situation sécuritaire arrive à un moment particulièrement sensible pour la région. En effet, les conséquences de la pandémie Covid-19 mettent actuellement les Etats et les populations sous une pression considérable. En outre, l'élection présidentielle de l'automne prochain sera également porteuse de décisions politiques majeures pour le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Attaque dans le nord-est du pays

Dans les premières heures du 11 juin, un poste militaire ivoirien situé dans la zone frontalière avec le Burkina Faso a été attaqué par des personnes soupçonnées d'être des djihadistes. L'attaque a eu lieu dans le village de Kafolo, au nord-est de la Côte d'Ivoire, à quelques kilomètres de la frontière avec le Burkina Faso, longue de près de 600 kilomètres. La frontière dans cette zone forestière est poreuse et le franchissement de la rivière frontalière Léraba est possible sans contrôle officiel. Dans la soirée du même jour, une deuxième attaque contre des militaires ivoiriens aurait eu lieu dans la zone frontalière avec le Mali, ce qui n'a pas encore été officiellement confirmé. Dans le village de G'beya, deux soldats auraient été blessés. Les médias font état que le mode opératoire des deux attentats a été le même. Depuis des mois, on soupçonne que le parc national de la Comoé, d'une superficie de 11 500 km², situé du côté ivoirien, sert de refuge aux groupes djihadistes. Ils l'utilisent, par exemple, pour se regrouper ou s'approvisionner. Le ministère français des affaires étrangères avait déjà classé cette région comme particulièrement dangereuse dans ses instructions de voyage à la fin du mois de décembre 2019, quelques heures seulement après la visite du président Macron en Côte d'Ivoire. Il était donc strictement déconseillé

à tous les citoyens français de s'y rendre. Il s'agit d'une démarche délicate, car elle a des conséquences économiques néfastes pour la région.

Ces attaques peuvent être interprétées comme une réaction des djihadistes à la présence accrue de l'armée ivoirienne dans le nord du pays. Selon un expert en sécurité « les djihadistes veulent prouver qu'ils sont toujours dans la région ». Le 14 mai, l'armée ivoirienne, en collaboration avec les forces burkinabées, avait passé au peigne fin la zone frontalière du parc national de la Comoé, tuant plusieurs djihadistes et confisquant du matériel d'armement. Selon la presse, le chef de la cellule terroriste de cette opération « Comoé » n'a pas pu être arrêté en raison d'informations divulguées à l'avance et a fui dans les forêts environnantes. Le groupe local est affecté à l'influent chef du djihad malien Amadou Koufa et donc à la branche d'Al-Qaida « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans » (GSIM).

Les États côtiers du golfe de Guinée visés

L'attaque n'est pas une surprise pour la plupart des commentateurs – la question du « quand » plutôt que du « si » s'est posée ici. Les experts avertissent depuis un certain temps que les deux

principaux groupes djihadistes « État islamique du Grand Sahara » (ISGS) et GSIM visent à étendre leur rayon d'action au-delà du Sahel. À moyen et à long terme, cela permettrait d'accroître leur influence, les ressources financières et le nombre d'adeptes. Il est à craindre qu'un deuxième « triangle de la terreur » se développe dans la région frontalière du Burkina Faso, du Mali et de la Côte d'Ivoire après la région frontalière du Liptako-Gourma (Mali, Niger, Burkina Faso). Après l'attaque terroriste de Grand-Bassam en mars 2016, au cours de laquelle « Al-Qaida au Maghreb islamique » (AQMI ; le GSIM en est sorti en 2017) a tué 21 personnes, la situation était restée calme en Côte d'Ivoire jusqu'à cette dernière attaque.

Toutefois, la Côte d'Ivoire n'est pas le seul État concerné. Les deux groupes djihadistes sont également actifs dans le nord du Ghana, au Togo et au Bénin. En mai 2019, deux Français et leur guide touristique béninois avaient été kidnappés dans le parc de la Pendjari, frontalier du Burkina Faso. Des unités spéciales françaises ont pu libérer les deux touristes quelques jours plus tard dans le nord du Burkina Faso lors d'une opération délicate ; le guide béninois quant à lui a été retrouvé mort dans le parc national. Par mesure de précaution, le gouvernement togolais a ordonné la mise en place de forces armées supplémentaires au nord dès le début de 2019 pour

empêcher l'infiltration des forces djihadistes. La situation sécuritaire tendue dans le nord de ces pays a beaucoup à voir avec la détérioration de la situation au Burkina Faso. La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin partagent avec leur voisin du nord une frontière longue de plus de 1 500 kilomètres et largement perméable. Si l'instabilité qui y règne devait s'étendre, elle aurait des conséquences sécuritaires et économiques fatales non seulement pour les États côtiers eux-mêmes, mais aussi pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Le document de position de la fraction de l'Union sur la région du Sahel adopté en mai 2020 peut être consulté ici :

Communiqué de presse :

<https://www.cducsu.de/themen/aussen-europa-und-verteidigung/mehr-engagement-der-sahel-region-gefordert> (18.06.2020)

Prise de position :

<https://www.cducsu.de/sites/default/files/2020-05/Positionspapier%20Unterst%C3%BCtzung%20f%C3%BCr%20die%20Sahelregion%20-%20Die%20Stabilit%C3%A4t%20Nord-%20und%20Westafrikas%20ist%20im%20deutschen%20Interesse%20FINAL.pdf> (18.06.2020)

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Florian Karner

Représentant Résident
Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest
Coopération européenne et internationale
florian.karner@kas.de



Le texte de cette publication est publié sous la licence: «Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International» (CC BY-SA 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.fr>

Anna Lena Sabroso-Wasserfall

Conseillère l'Afrique de l'Ouest/Sécurité
Coopération européenne et internationale

anna.wasserfall@kas.de